

Aux journalistes du Nikkei, Carlos Ghosn le martèle : les dirigeants de Nissan ont voulu lui faire payer "le projet d'intégrer" Renault, Nissan et Mitsubishi Motors, projet qui avait été abordé avec le patron de Nissan, Hiroto Saikawa, en septembre 2018.

A ce sujet, le dirigeant de 64 ans a dit n'avoir "aucun doute" sur le fait que les charges portées contre lui, qu'il a de nouveau rejetées, sont le résultat "d'un complot et d'une trahison".

Nissan a aussitôt réagi en rappelant que M. Saikawa avait "déjà catégoriquement réfuté la notion de 'coup d'Etat'". L'enquête menée dans le secret par le groupe depuis l'été 2018 a "mis au jour des preuves significatives et convaincantes de malversations", a ajouté le constructeur japonais dans une déclaration transmise à l'AFP.

"LES GENS ONT TRADUIT LEADERSHIP FORT PAR DICTATEUR"

Au cours de cet entretien, l'ex-magnat de l'automobile a par ailleurs balayé les accusations décrivant son règne de 19 ans comme "une dictature". "Les gens ont traduit leadership fort par dictateur, déformant la réalité pour se débarrasser de moi", a-t-il déclaré.

Carlos Ghosn fait l'objet de trois inculpations pour abus de confiance et minoration de revenus aux autorités boursières sur la période 2010 à 2018.

Lors de son unique comparution devant un tribunal le 8 janvier, il s'est dit accusé à tort. Ses avocats ont déposé plusieurs demandes de libération sous caution, en vain, la justice mettant en avant un risque de dissimulation ou de destruction de preuves et de fuite.

"Je ne m'échapperai pas, je me défendrai", a-t-il dit mercredi. "Toutes les preuves sont chez Nissan, et Nissan interdit aux employés de me parler".

Interrogé sur sa vie au centre de détention, l'ex-Pdg de l'alliance Renault-Nissan a dit "aller bien". Selon son équipe de défense, il pourrait rester en prison jusqu'à son procès, qui n'aura pas lieu avant des mois. Il risque jusqu'à 15 ans de prison.

GHOSN PLAIDE "UNE DÉFORMATION DE LA RÉALITÉ"

Concernant les accusations d'abus de confiance, Carlos Ghosn a affirmé que le versement de 15 millions d'euros à un milliardaire saoudien, Khaled Juffali, issu de la "réserve du PDG", avait été approuvé "par le responsable de la région" et d'autres cadres.

Idem pour l'achat de luxueuses résidences à Rio de Janeiro et à Beyrouth: il a été validé par le service juridique de Nissan, affirme le détenu, expliquant qu'il lui "fallait un endroit sûr où il pouvait travailler et recevoir des gens à la fois au Brésil et au Liban".

Nissan reproche par ailleurs à son ancien patron d'avoir reçu une rémunération totale de 7,82 millions d'euros de la part de la filiale néerlandaise Nissan-Mitsubishi B.V. (NMBV). Là aussi, il plaide "une déformation de la réalité".

"Ai-je fait quelque chose d'inapproprié? Je ne suis pas avocat", a-t-il lancé. "Tout le monde était au courant, pourquoi ne me l'ont-ils pas dit" si c'était illégal ?

Le Franco-Japonais-Brazilien a perdu tous ses titres depuis son interpellation surprise qui a plongé l'alliance dans la tourmente. Il a été révoqué fin novembre de la présidence des conseils d'administration de Nissan et Mitsubishi Motors, et a démissionné la semaine dernière de Renault.

(avec AFP)

